

Où il est question d'une citation

Mon ami Abdelmadjid Kaouah, toujours très précis, m'a téléphoné l'autre matin pour attirer mon attention sur la citation que j'ai attribuée dans la chronique de la semaine dernière à Sacha Guitry. Il me disait qu'il lui semblait qu'elle n'était pas de lui mais plutôt de Cocteau qui l'avait empruntée lui-même à Gaston Leroux. Vérification faite, Abdelmadjid Kaouah a tout à fait raison. C'est à l'auteur du *Mystère de la chambre jaune* que nous devons cette phrase sagace : « Il n'y a pas d'amour, il n'y a que des preuves d'amour ».

Elle est tirée justement de son roman policier publié en feuilleton dans *L'illustration* en 1907, *Le mystère de la chambre jaune* qui a pour personnage principal le célèbre Rouletabille. Elle fut reprise par Jean Cocteau qui, ayant eu un coup de cœur pour le roman, le préfacera lorsqu'il paraîtra en volume. Puis le poète Pierre Reverdy se l'appropriera à son tour. Dans le cours sinueux des citations, on a fini par tout confondre et par déposséder Gaston Leroux de sa trouvaille pour l'attribuer à plus huppé. Comme quoi, même en littérature, on ne prête qu'aux riches. Quand on produit une réflexion qui devient un poncif, il y a risque de détournement.

Ce n'est pas la première fois qu'un auteur est dessaisi de sa citation qui se voit imputée par l'usage à quelqu'un de plus visible ou de supposé plus à même de la produire. Autre dépossession célèbre, si on ose dire, cette phrase sibylline de Coco Chanel, la modiste et styliste française plus connue pour son parfum Chanel N°5, le préféré de Marilyn Monroe, que pour ses cogitations littéraires. « La mode, c'est ce qui se démode », ce n'est ni de Cocteau, à qui on prête décidément bien des mots, ni de Salvador Dali, les deux artistes auxquels on attribue généralement cette sentence, mais bien de Chanel.

Dans le même registre, voilà l'occasion de rappeler que le fameux « si tu parles tu meurs, si tu te tais, tu meurs, alors parle et meurs », attribuée à Tahar Djaout, est en réalité du poète et résistant palestinien Moueen Bessissou. Certes, Tahar Djaout aurait pu l'écrire. Il a même écrit plus fort mais le fait est que cet emblème de l'engagement au risque de sa vie n'est pas de lui.

Le coup de fil de mon ami et confrère qui m'a décidé à faire de la réparation d'une citation tout une chronique m'a surpris en Kabylie. Sans Internet, coupé d'une certaine manière du monde, je n'avais pas accès à ma boîte

aux lettres électronique pour réaliser que mon coup de gueule contre l'appropriation de la légitimité patriotique par auto-proclamation m'avait valu un courrier binaire : des supporters d'un côté et des détracteurs de l'autre. Normal, me direz-vous ? La hargne des points de vue révèle en tout cas que ce débat a besoin d'être mené. De même que la définition constitutionnelle et ontologique de la nation algérienne a été concentrée entre quelques mains pas forcément les plus légitimes dans l'appréhension de la diversité qui constitue ce pays, le « débat » — le grand mot que voilà ! — sur la façon de parler de son pays se réduit à des soliloques parfois pathétiques de grands muphtis du minbar nationaliste dont le discours n'a de chance d'exister que dans la terreur exercée à l'encontre de possibles contradicteurs.

La veille du coup de fil, nous avons passé la soirée à converser au clair de lune, à proximité d'un cimetière où une tombe sur deux contient un martyr pour l'indépendance et pour la liberté de l'Algérie et de l'Algérien. Ceux de 1857, de 1871, des premiers maquis de 1945, de 1954 puis enfin ceux tombés pour la liberté en 1963, en 1981, en 2001. Les témoignages, transmis à ce jour oralement, hérités

des anciens, continuent à faire valoir qu'au fond, il y a plusieurs façons d'être algérien, et c'est une force, et que l'algérianité ne peut s'accommoder de patrons qui préparent les séries de prêt-à-porter.

Quand on se bat pour sa liberté, ce n'est pas pour la mettre finalement entre les mains de planqués surgis sur des tourelles de chars à l'indépendance qui, par la force, s'arrogent le droit de dire comment on doit être algérien.

Un des mails courroucés par mon « irresponsabilité » me met en garde de faire prévaloir l'idée « d'autoriser le premier venu à se dire algérien ».

Que ce premier venu soit né ici, que ses racines soient plongées profond dans la terre algérienne ne suffisent pas à l'imprécateur pour délivrer le certificat de nationalité.

Bref, on n'est pas sorti de cette auberge-là. Ni des autres d'ailleurs. Déjà en 1952, Lacheraf et Sahli déniaient à Mammeri, jeune romancier qui venait de publier *La Colline oubliée* le droit d'être algérien parce qu'il parlait non pas de l'Algérie telle que dessinée par eux mais de l'Algérie dont faisait partie son village millénaire de Kabylie. On remet une tournée ? Ça semble être le cas.

Revenons aux citations.



Par Arezki Metref
arezkimetref@free.fr

Ce qui est fabuleux dans l'oralité, c'est qu'au lieu de la brouiller, elle favorise au contraire la citation précise en l'attribuant à ses véritables auteurs. La soirée passée avec les anciens m'a confirmé que les dépositaires du récit collectif sont d'une précision à faire rougir d'envie les plus scrupuleux historiens.

Combien de fois j'ai entendu des répliques apportant des précisions sur une phrase, un mot. Il y a toujours quelqu'un dans le cercle des anciens pour rectifier une biographie, un contexte historique, un détail.

Sur ce, la chronique prend ses vacances d'été. Un peu tardivement certes mais avec une ferme décision. Rendez-vous ici ou là-bas dimanche 23 septembre.

A. M.

USA

Nouveau recours d'Apple contre les derniers produits de Samsung

Le groupe informatique américain Apple a déposé un nouveau recours pour violation de brevets aux Etats-Unis contre le sud-coréen Samsung, pour y inclure les derniers téléphones et tablettes lancés par son rival, selon des documents judiciaires.

La nouvelle plainte a été déposée, vendredi, devant le tribunal de San José, en Californie, qui avait récemment jugé Samsung coupable d'avoir délibérément copié des éléments de l'iPhone et de l'iPad d'Apple, le condamnant à plus d'un milliard de dollars d'amende.

Elle porte sur la violation de huit brevets d'Apple, et complète une plainte précédemment déposée en février et qui visait à l'époque 17 appareils de Samsung lancés depuis août 2011.

Le groupe à la pomme en a ajouté 4 à la liste, notamment deux modèles du tout dernier téléphone Galaxy S3 et la tablette informatique Galaxy Note 10.1 lancée mi-août aux Etats-Unis. Apple explique dans sa plainte que malgré la première procédure judiciaire, qui a conduit à la condamnation de son concurrent la semaine dernière, « Samsung a continué à inonder le marché avec des produits copiés ».



« Samsung a continué à sortir de nouveaux produits violant (les brevets d'Apple), y compris son actuel engin phare, le Galaxy S3 », accuse-t-il, disant subir « des dommages irréparables ».

Apple et Samsung s'opposent sur des violations de brevets devant les tribunaux de plusieurs pays dans le monde, avec des résultats jusqu'ici variables.

Si Apple a remporté une victoire importante la semaine dernière aux Etats-Unis, il a été en revanche débouté cette semaine par un tribunal japonais, et un juge coréen a récemment renvoyé les deux groupes dos à dos.

La bataille est particulièrement suivie en raison de l'effervescence actuelle sur le marché des tablettes informatiques et des téléphones multimédias.

ÉGYPTE

La justice ordonne la réintégration d'un ex-chef de la sécurité

Un tribunal égyptien a ordonné, samedi, la réintégration d'un ancien chef de la sécurité, qui avait comparu devant la justice, en même temps que le président déchu Hosni Moubarak, pour la mort de manifestants avant d'être acquitté.

La justice administrative a ordonné que Omar Faramawi, ancien responsable de la sécurité du Six-Octobre, près du Caire, et ex-adjoint du ministre de l'Intérieur soit rétabli dans son poste au ministère.

M. Faramawi et cinq autres responsables de la sécurité avaient été jugés en même temps que l'ancien président Moubarak pour leur responsabilité dans la mort d'une partie des 850 manifestants tués lors de la révolte populaire de janvier/février 2011, qui a contraint M. Moubarak à la démission.

M. Moubarak et son ministre de l'Intérieur ont été condamnés à la prison à vie mais les six hommes ont été acquittés, provoquant la colère de nombreux Égyptiens craignant que ce verdict ne soit synonyme d'impunité pour la police, largement honnie et accusée de violations systématiques des droits de l'Homme.

Selon l'agence officielle Mena, le ministère de l'Intérieur avait décidé de mettre M. Faramawi à la retraite lorsque ce dernier a été déféré devant la justice l'an dernier.

Il était accusé de « négligence » et d'avoir ordonné le retrait des forces de police après le 25 janvier, date du début de la révolte populaire contre le régime Moubarak.

Le Parquet avait requis la peine capitale contre M. Moubarak, son ministre de l'Intérieur Habib el-Adli et les six hauts responsables de la sécurité.